



JAN-MAR 2021 TRIMESTRE 1

Contents

Introduction	
Articles vedettes	2
a. De la traçabilité métrologique aux unités de mesure du système international	
b. Réponses de l'ECOMET de la CEDEAO au COVID-19	
Gestion et coordination du programme	4
Chaînes de valeurs et organisations intermédiaires régionales	9
Système régional d'infrastructure qualité et environnement des affaires	11
Communication & visibilité	16
Composantes nationales	17

Aperçu du Programme pour la compétitivité de l'Afrique de l'Ouest (WACOMP)

Le Programme pour la compétitivité d'Afrique de l'Ouest (WACOMP) a été adopté sous le Programme indicatif régional du 11e Fonds européen de développement (FED) pour un mon-tant total de 120 millions d'euros. Le WACOMP vise à appuyer un certain nombre de chaînes de valeur, sélectionnées à la fois aux niveaux national et régional, pour promouvoir la transformation structurelle et faciliter l'accès aux marchés régionaux et internationaux.

L'objectif principal de WACOMP consiste à renforcer la compétitivité commerciale des pays d'Afrique de l'Ouest et faciliter leur intégration dans le système commercial régional et international. A cette fin, le programme visera à :

- améliorer les performances, la croissance et la contribution à l'industrie, au commerce régional et l'exportation des chaînes de valeur sélectionnées, et
- améliorer le climat des affaires aux niveaux national et régional.

Le programme, qui vise à appuyer la mise en œuvre des politiques et programmes d'Afrique de l'Ouest, y compris la Politique Industrielle Commune de l'Afrique de l'Ouest (PICA), le Programme du Système de Qualité de l'Afrique de l'Ouest (PSQAO) et la Stratégie pour le Développement du Secteur Privé de la CEDEAO, contribuera à la mise en place des fondations et à la promotion de l'accès des pays ouest-africains au Plan d'Investissement Extérieur de l'Union européenne (PIE).

De la traçabilité métrologique aux système international d'unité (SI)

La traçabilité métrologique est la propriété d'un résultat de mesure selon laquelle ce résultat peut être lié à une référence à travers une chaîne ininterrompue et documentée d'étalonnages, dont chacun contribue à l'incertitude de mesure.

Une chaîne de traçabilité est une chaîne ininterrompue de comparaisons, toutes avec des incertitudes établies. Cela garantit qu'un résultat de mesure ou la valeur d'un étalon est lié à des étalons de références à des niveaux supérieurs, se terminant à l'étalon de référence primaire. Par exemple, en chimie et en biologie, la traçabilité est souvent réalisée en utilisant des Matériaux de référence certifiés (MRC) et des procédures de référence.

Un utilisateur final peut obtenir une traçabilité au plus haut niveau international soit directement auprès d'un Institut national de métrologie (INM), soit auprès d'un laboratoire d'étalonnage secondaire, généralement un laboratoire accrédité. Grâce à divers accords de reconnaissance mutuelle, une traçabilité internationalement reconnue peut être obtenue auprès de laboratoires situés hors du pays de l'utilisateur.

Bureau International des Poids et Mesures (BIPM)

DÉFINITION DE L'UNITÉ

Instituts nationaux de métrologie ou instituts nationaux désignés (INM)

ETALON PRIMAIRE D'AUTRES PAYS

ETALON PRIMAIRE NATIONAL

Les laboratoires d'étalonnage, souvent accrédités

ETALONS DE REFERENCE

Industrie, universités, organismes de réglementation, hôpitaux

ETALONS DE TRAVAIL

Utilisateurs finaux

MESURES

Figure 1: Chaîne de traçabilité

Activités de la CEDEAO-ECOMET en réponse à la COVID-19



La pandémie de coronavirus s'est propagée à travers le monde et a touché des secteurs entiers de l'économie. À ce jour, des millions de personnes dans le monde sont confrontées à des difficultés dues à la pandémie de COVID-19. Au début de la pandémie, les pays membres de la CEDEAO ont décidé d'adopter des mesures barrières consistant en des mesures de protection strictes qui sont toujours en place, pour endiguer la propagation du virus. De son côté, la CEDEAO a pris une série de mesures pour prévenir et lutter contre l'épidémie : identification et déclaration précoces des symptômes, isolement et dépistage.

La confiance dans toutes ces mesures est renforcée, en particulier grâce à la coopération par réseau, l'adoption d'unités et procédures de mesure communes, et à la reconnaissance mutuelle, l'accréditation et la comparaison interlaboratoires des étalons de mesure dans les différents pays de la région. C'est pourquoi en 2017, dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique qualité de la CEDEAO (ECOQUAL), elle a mis en place le Comité communautaire de métrologie (ECOMET) pour assurer la coordination et le développement de la métrologie dans la région, afin d'assurer la traçabilité métrologique des résultats de mesure.

Méthodes utilisées pour détecter la COVID-19

Mesure de la température corporelle à l'aide de thermomètres infrarouges

Les États membres de la CEDEAO ont adopté la thermométrie infrarouge pour contrôler la température corporelle à l'entrée des établissements publics (supermarchés, gares, aéroports, entreprises, etc.). L'expérience a montré que cette mesure permet de détecter rapidement les cas potentiels et de couper les canaux de transmission. Dans la région, certains laboratoires de thermométrie ont également apporté leur soutien pour assurer la fiabilité des mesures réalisées à l'aide des thermomètres infrarouges largement utilisés à l'entrée des établissements publics pour la détection de la fièvre.

Types de thermomètres utilisés pour la détection de la fièvre

En fonction de sa température, le corps humain émet une radiation de chaleur. Les thermomètres infrarouges (TIR), en détectant l'intensité de la radiation émise, permettent de mesurer la température. Ces instruments offrent des avantages importants de mesure rapide sans contact avec le patient.

Dans le cadre des maladies transmissibles, trois principaux types de thermomètres infrarouges (TIR) sont utilisés pour la détection de la fièvre :

- Thermomètres auriculaires infrarouges (TAIR), dans les hôpitaux ;
- Thermomètres frontaux infrarouges (TFIR), aux entrées des bâtiments publics ;
- Les Imageurs thermiques pour le dépistage de la fièvre (ITDF) dans les aéroports et les gares routières.

Le développement de méthodes d'essai et l'application de matériaux de référence pour les tests COVID-19

Une personne qui a contracté le coronavirus peut être plus contagieuse au cours de la première semaine de symptômes ou même avant l'apparition des symptômes. Un dépistage précis et opportun du COVID-19 permet non seulement de détecter et de traiter en temps opportun les patients infectés, pour empêcher une nouvelle détérioration de la situation et réduire la mortalité, mais aide également à prévenir une nouvelle transmission grâce à un isolement efficace des patients et à la recherche des cas contacts.

En raison de l'importance du dépistage dans la détection de la maladie, ces derniers mois ont vu une demande croissante de tests de diagnostic dans le monde et en particulier dans la région de l'Afrique de l'Ouest.

Pendant les périodes de confinement, de nombreux groupes de recherche ont travaillé ardemment au niveau international pour développer des méthodes de dépistage. En particulier, la détection de séquences virales uniques par des Tests d'amplification des acides nucléiques (TAAN), tels que la Réaction en chaîne par polymérase de transcription inverse (Reverse Transcription Quantitative Polymerase Chain Reaction (RT-qPCR)). C'est l'une des méthodes de diagnostic moléculaire standard les plus efficaces actuellement utilisées pour la détection de virus dans la plupart des laboratoires de biologie médicale.

Un projet international de développement d'un matériau de référence certifié est mené sous la supervision du Comité consultatif pour la quantité de matière: Métrologie en chimie et en biologie (CCQM) du Bureau international des poids et mesures (BIPM). Le projet vise à produire du matériel de référence COVID-19, à utiliser pour contrôler toutes les étapes de la RT-qPCR. Le matériel de référence à base d'ARN est très demandé par les laboratoires d'essais et les fabricants de kits pour la validation des méthodes, ainsi que pour une utilisation en tant que matériel de contrôle qualité interne. De plus, le matériel de référence sera utilisé dans les programmes d'essais d'aptitude à des fins de contrôle externe de la qualité.

Dans la région de la CEDEAO, les Matériaux de référence certifiés (MRC) peuvent être développés ou achetés par les Organismes nationaux de Métrologie de la CEDEAO (ONM de la CEDEAO) en vue de servir d'étalons de référence pour évaluer les performances et la qualité des kits de test, valider les méthodes de d'essai et assurer la traçabilité métrologique des résultats de mesure. Par conséquent, à l'avenir, le développement et l'application de MRC pour le test COVID-19 devraient être entrepris par les ONM de la CEDEAO en collaboration avec les institutions de recherche médicale nationales et régionales de l'espace CEDEAO.



GESTION ET COORDINATION DU PROGRAMME

Les partenaires du WACOMP ont mené des consultations pour s'assurer d'une mise en œuvre réussie de la composante régionale du programme



Au cours du premier trimestre de l'année, les Commissions de la CEDEAO et de l'UEMOA ont rencontré à plusieurs reprises les partenaires d'exécution du volet régional du programme pour évaluer une série de propositions afin de mieux répondre aux besoins de la région et assurer le suivi des mise en œuvre des recommandations formulées lors de la dernière réunion du Comité de pilotage stratégique, en novembre 2020.

Les discussions ont porté sur la création du réseau des organisations régionales de promotion du commerce (OPC), la numérisation de chaînes de valeur sélectionnées, la mise en place d'un système d'information sur le marché, la mise en place d'une plateforme de partenariat public-privé, le renforcement des organisations d'infrastructure qualité, le développement des profils d'investissement régionaux, ainsi que le soutien attendu aux micro, petites et moyennes entreprises et aux associations professionnelles régionales.

Les consultations ont également permis de préparer des réunions importantes telles que celle du Comité technique de pilotage de la composante régionale du programme.

Le WACOMP a tenu la première réunion du Comité de pilotage du "West Africa Connect"



Afin de stimuler les échanges commerciaux entre les vendeurs et producteurs de la CEDEAO et les acheteurs régionaux et internationaux opérant dans des chaînes de valeur spécifiques, le WACOMP organisera sous peu le premier événement "West Africa Connect". Ce premier événement portera sur les secteurs du textile et vêtements et des technologies de l'information et de la communication.

Un comité de pilotage dédié a été mis en place pour assurer le bon déroulement de l'événement régional. Il est composé de représentants des Commissions de la CEDEAO et de l'UEMOA, de la Délégation de l'UE au Nigéria et à la CEDEAO, du Centre du Commerce International (ITC) et de l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI).

La première réunion de ce comité de pilotage a traité des aspects liés à l'organisation, au format et à l'identité visuelle de l'événement.

Il a été décidé de tenir l'événement au cours de l'année et de veiller à ce qu'il facilite l'accès aux chaînes de valeur et aux marchés internationaux.

5ème réunion du Comité de pilotage de la composante régionale de WACOMP

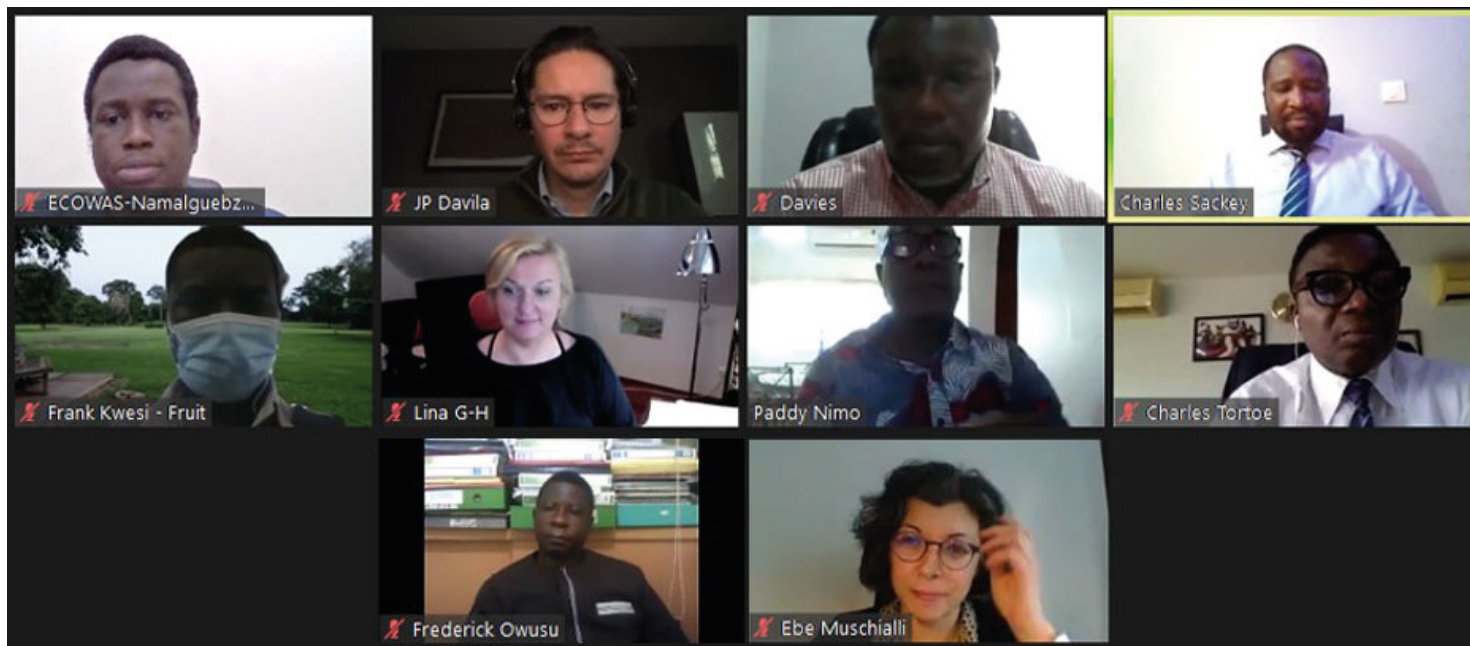


Le 12 mars, la composante régionale de WACOMP a tenu la 5ème réunion de son Comité Technique de Pilotage, en présence des représentants des Commissions de la CEDEAO et de l'UEMOA, des partenaires de mise en œuvre - CCI et ONUDI - ainsi que des délégations de l'UE dans la région. L'objectif de la réunion était de faire le point sur l'état d'avancement de la mise en œuvre de la composante régionale du programme et d'émettre d'éventuelles recommandations et mesures d'ajustement si nécessaire.

Parmi les dernières réalisations diverses du WACOMP, il y a eu l'élaboration de projets de normes, la création du Comité Technique d'Harmonisation (CTH) 9 d'ECOSHAM pour les Technologies de l'Information et de la Communication, la formation nationale d'entrepreneurs, le premier événement "Meet The Buyers", la formation des statisticiens, l'appui à la création du réseau des Organisations de Promotion Commerciale de la CEDEAO, le renforcement des associations professionnelles régionales et l'élaboration de profils d'investissement régionaux.

En outre, les participants ont également recommandé, entre autres, de favoriser la communication et les synergies entre les partenaires et les agences d'exécution de WACOMP, les composantes nationales et régionales en vue d'assurer une visibilité accrue des progrès réalisés dans les pays couverts par le programme.

La Commission de la CEDEAO participe aux réunions du Comité de Pilotage des composantes nationales de WACOMP



Dans le cadre de son mandat de coordination, la Commission de la CEDEAO a participé aux différentes réunions des comités de pilotage des composantes nationales de WACOMP.

Ainsi, le 10 et 25 mars, la Commission a participé respectivement à la troisième réunion du Comité de Pilotage du WACOMP Ghana et la cinquième réunion du Comité de Pilotage de NICOP (Programme de Compétitivité du Nigeria).

La participation de la Commission de la CEDEAO visait à améliorer la collaboration entre les composantes nationales du programme, en prenant acte de leurs progrès et en soulignant leurs innovations dans la gestion et la mise en œuvre du Programme malgré la pandémie.

En effet, en plus des réalisations importantes du NICOP, en termes de formation de renforcement des capacités, des stratégies de mise en œuvre pour le Gingembre, les Tomates & le Chili, ainsi que le cuir et l'habillement ont été mises à disposition et présentées aux participants.

Le WACOMP Ghana comme mis en exergue par les résultats obtenus en termes d'accès au financement et de renforcement des capacités des acteurs de la chaîne de valeur de la filière Manioc, Mangue, Ananas et Cosmétiques lors de la réunion, a clairement souligné comment les solutions digitales telles que les formations pratiques virtuelles en ligne ont permis d'assurer une large couverture des parties prenantes impliquées.

Le WACOMP appuie les efforts de la CEDEAO visant à favoriser les échanges dans la région



La composante régionale du WACOMP a appuyé l'organisation de deux événements virtuels majeurs de la CEDEAO visant à fournir aux États membres les connaissances nécessaires pour mieux tirer parti des opportunités commerciales découlant de la mise en œuvre de la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAF).

En février, la Commission de la CEDEAO a organisé une première réunion régionale sur la mise en œuvre de la ZLECAF dans le but de présenter l'état de ratification de l'Accord et faire le point sur les calendriers et stratégies de la Commission pour la mise en œuvre de la ZLECAF. Cette première réunion a rassemblé 118 cadres de la région.

En mars, la Commission de la CEDEAO a organisé une série de réunions virtuelles sur "La santé, les droits de propriété intellectuelle et le commerce" à l'intention de ses États membres. Ces réunions s'inscrivent dans le cadre des efforts de la communauté économique régionale pour renforcer les capacités des principaux acteurs de la région afin de leur permettre de mieux accompagner la mise en œuvre de la ZLECAF et lutter contre la pandémie de COVID-19.

A travers ces ateliers, la Commission de la CEDEAO a cherché à assurer une meilleure compréhension du contexte de la santé publique, le rôle des droits de propriété intellectuelle dans l'innovation et l'accès aux technologies de la santé, les facteurs déterminants liés au commerce et présenter une approche intégrée du renforcement des capacités sur ces questions dans la région. Les réunions ont réuni 83 cadres des États membres.

CHAÎNES DE VALEURS ET ORGANISATIONS INTERMÉDIAIRES RÉGIONALES



Les organisations de soutien aux entreprises apprennent à accéder à des financements internationaux et à coacher les PME

WACOMP
What is Sustainable Finance

20

Sustainable Finance refers to any form of financial service integrating environmental, social and governance (ESG) criteria into the business or investment decisions for the lasting benefit of both clients and society at large. (Swiss Sustainable Finance)

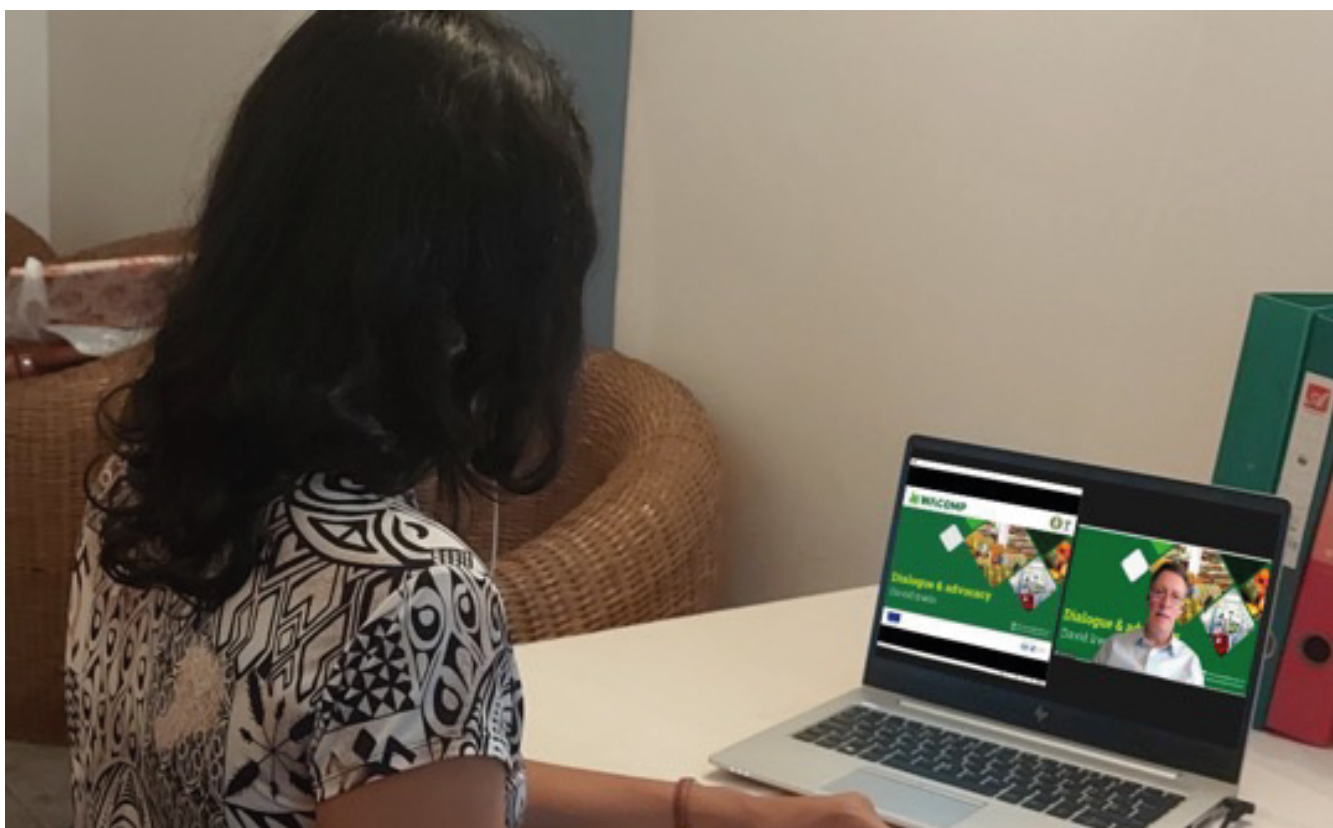
Dans le cadre de WACOMP, l'ITC a organisé du 23 au 25 février 2021, une série de formations virtuelles sur l'accès au financement à l'intention des Organisations de Soutien aux Entreprises de l'Afrique de l'Ouest (OSE). Sur les 58 participants des secteurs public et privé de la région, 32 provenaient d'Agences francophones de développement des PME. Les experts ont fourni aux institutions de développement des PME, les capacités et les connaissances nécessaires pour appui les PME clientes à la recherche de sources de financement.

Opportunity Network a décrit les éléments clés qui doivent être pris en compte lors de la recherche de financement, notamment : identifier le type, les objectifs attendus et la durée du financement. Pour ce Réseau, il est important "d'être précis lors de la recherche de financement. Plus la demande est détaillée, plus sont vos chances de trouver le bon financement".

La série de formations a également souligné l'importance pour les OSE de mettre en œuvre des systèmes comptables fusionnés pour des approches simplifiées en matière d'administration et de recherche de financement. Les investisseurs sont enclin à investir dans des PME avec une vision stratégique et des objectifs concrets.

A l'issue de la formation, tous les participants ont indiqué que la formation répondait à leurs besoins et à leurs attentes à travers un sondage en ligne.

Les Associations professionnelles régionales relèvent les défis liés à la réforme des politiques



Les Associations Professionnelles Régionales (APR) et les Associations Professionnelles Nationales (APN) de la région de la CEDEAO ont participé à une formation en ligne pour améliorer leur approche dans le plaidoyer pour la réforme des politiques.

Pour influencer l'Afrique de l'Ouest, les représentants d'associations professionnelles ont entrepris de faire progresser leurs compétences en matière de dialogue et de recherche afin d'améliorer leur rôle de représentation auprès des membres et de plaider efficacement pour la réforme des politiques. Plus de 45 participants ont été initiés à une approche en cinq étapes, pour persuader les décideurs politiques et faire refléter les défis existants dans le secteur privé.

L'approche en cinq étapes de la formation a commencé par l'identification et le cadrage du sujet, suivie de la recherche sur le sujet, de l'explication de la position politique, puis de la mobilisation des décideurs pour établir la politique et, enfin, de l'évaluation et du suivi.

La formation a souligné l'importance des premières étapes d'une politique, en particulier, celles qui ont été développées pour influencer les facettes au niveau régional. Il a été souligné au cours de la formation que " le défi pour les associations professionnelles régionales est de s'assurer qu'elles sont compétentes, de s'assurer qu'elles ont le soutien de leurs membres et de coordonner avec leurs membres afin qu'elles ne fassent pas que du lobbying auprès de la CEDEAO ou de l'Union africaine (UA), mais aussi faire du lobbying auprès des gouvernements nationaux, car au moins certains gouvernements nationaux sont susceptibles d'être persuadés et eux aussi peuvent faire du lobbying auprès de la CEDEAO et de l'UA" ..

A l'issue de l'atelier, les participants ont pu identifier une bonne position politique et préparer des justifications pour alimenter le dialogue au sein du Conseil d'Affaires de la CEDEAO, une fois celui-ci mis en place.

SYSTÈME RÉGIONAL D'INFRASTRUCTURE QUALITÉ ET ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES



Le Comité ECOCONF a validé un nouveau plan d'action pour renforcer l'infrastructure qualité de la région

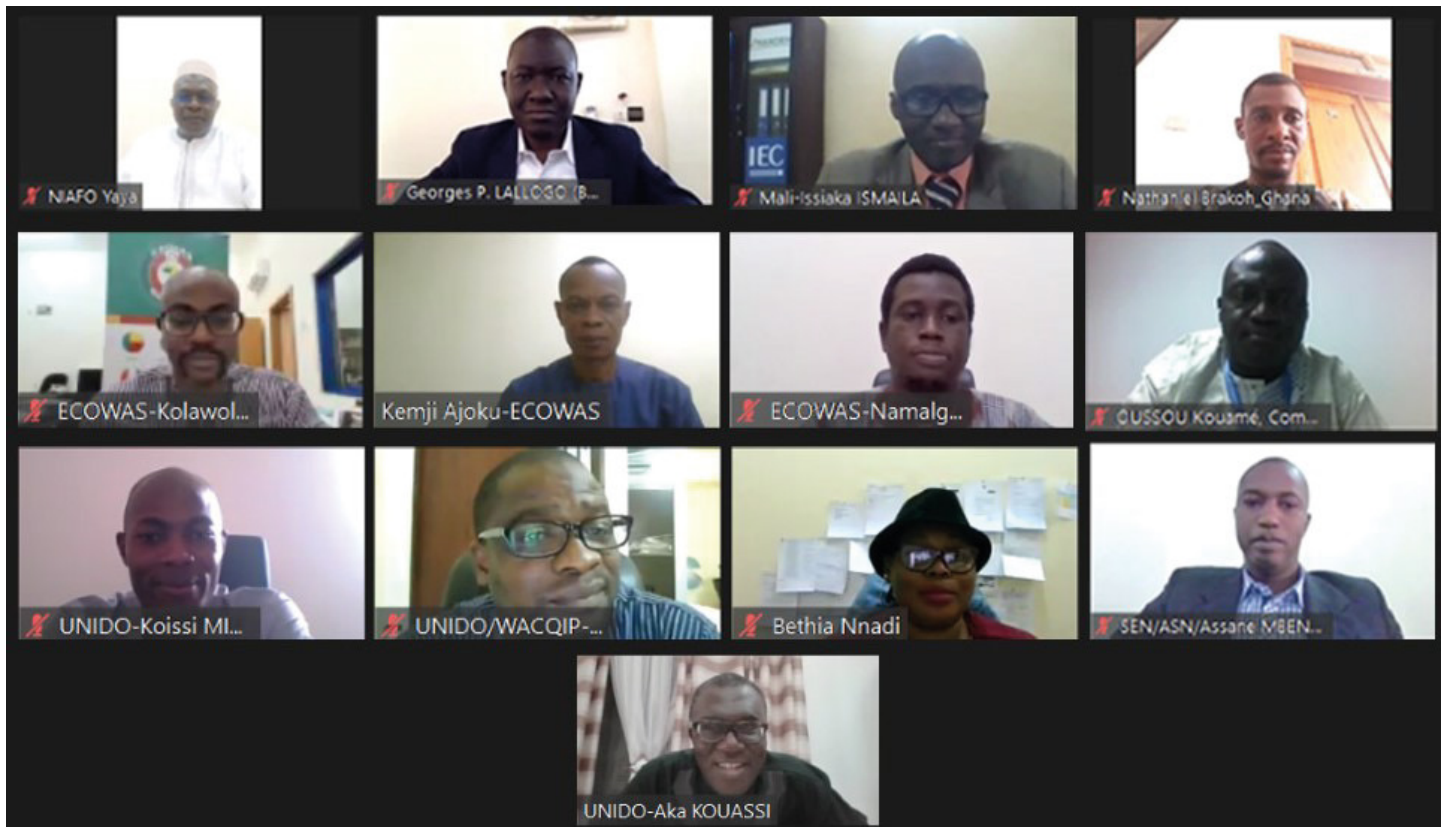


Dans le cadre des efforts de promotion de la qualité et de la marque de certification CEDEAO, les membres du Comité Communautaire d'évaluation de la conformité de la CEDEAO (ECOCONF) se sont réunis en février pour examiner les résultats de l'étude régionale sur l'infrastructure qualité et valider un nouveau plan d'action.

La réunion a réuni des représentants des Commissions de la CEDEAO et de l'UEMOA, la Délégation de l'Union européenne, des représentants de l'ONUDI, des organisations du secteur privé et de protection des consommateurs et du système régional d'accréditation de la CEDEAO.

Dans un premier temps, les membres du comité ont validé une série de produits prioritaires dans les filières régionales pour des applications sectorielles (gari, amidon, jus et nectar de mangue, mangue séchée et masque barrière). Par la suite, la réunion a enrichi et validé le plan d'action d'ECOCONF, qui comprend le renforcement des capacités des laboratoires d'essais des États membres, la création et le renforcement des capacités des organismes nationaux de certification, la promotion d'ECOQMARK et la mise en place d'un mécanisme de contrôle aux frontières intérieures.

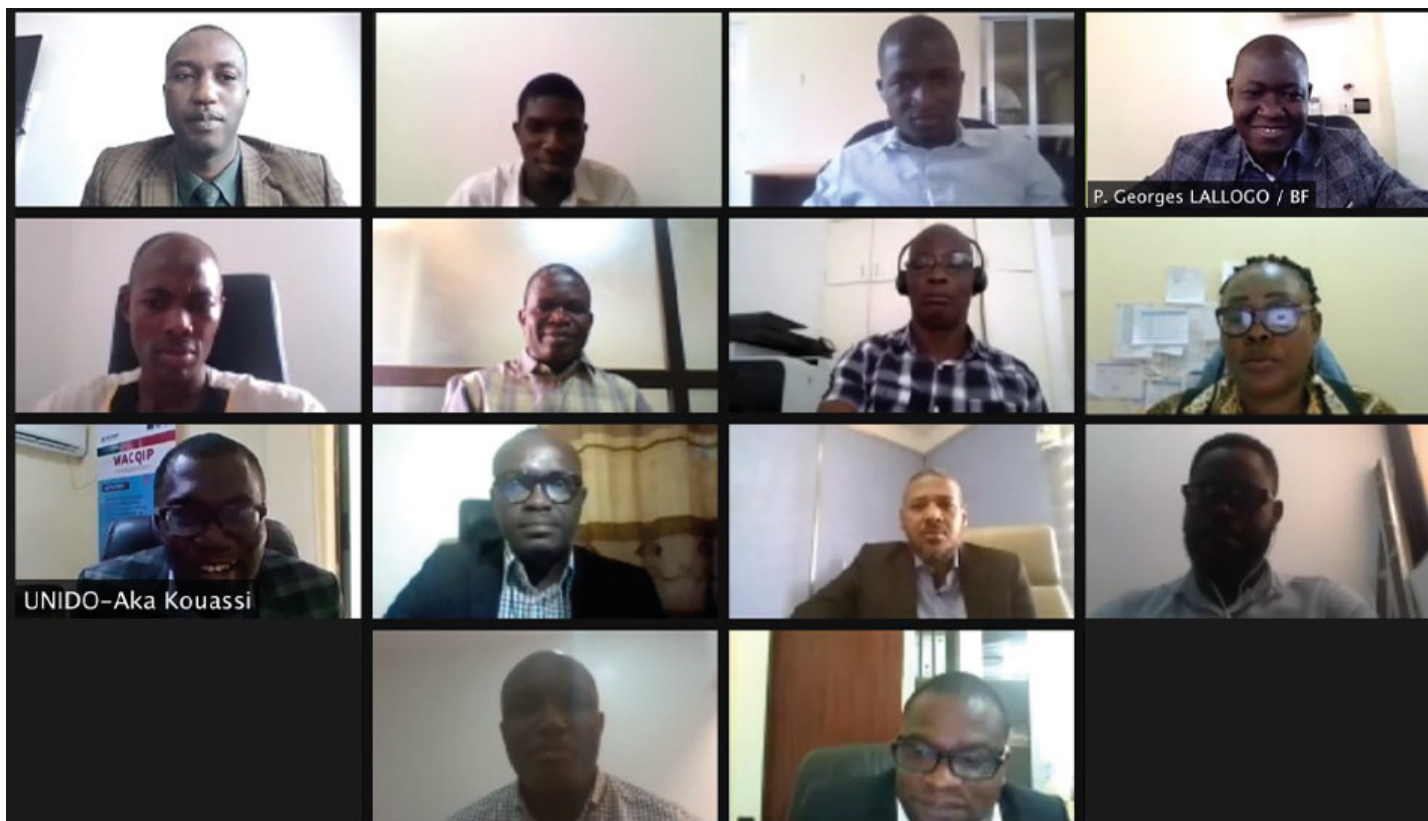
Appui à l'élaboration de projets de normes pour les produits agroalimentaires



ECOSHAM qui est le modèle d'harmonisation des normes de la CEDEAO est le système mis en place par la Commission de la CEDEAO pour assurer la rédaction et la validation des normes au niveau régional et implique les Organismes Nationaux de Normalisation des États membres de la CEDEAO. ECOSHAM est constitué de 9 Comités Techniques d'Harmonisation (CTH) pour l'élaboration des normes et 1 Comité Technique de Management pour la validation des normes. Toutes les normes adoptées par la CEDEAO sont nommées ECOSTAND et chaque CTH a son propre secrétariat chargé d'examiner et de consolider tous les commentaires et suggestions fournis par les États membres de la CEDEAO, concernant les normes internationales existantes et reflétant les réalités de la région.

Au sein des 9 Comité technique d'harmonisation, le CTH 2 est chargé de l'élaboration de normes dans le domaine des produits agroalimentaires transformés. Ce CTH s'est réuni en mars 2021 et a mis en place trois (3) groupes de travail et trois sous-comités . Le premier groupe de travail qui comprend des représentants du Bénin, de la Côte d'Ivoire et du Nigeria se focalisera sur des produits sélectionnés à base de manioc. Le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Mali et le Sénégal , en tant que membres du deuxième groupe de travail, travailleront sur des normes relatives à des produits de mangue sélectionnés. Le troisième groupe de travail composé des représentants du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Ghana, du Mali, du Niger et du Sénégal se focalisera sur les questions et les bonnes pratiques environnementales. Le CTH 2 s'est convenu avec le WACOMP sur le soutien technique et logistique nécessaire pour permettre aux membres des Comités et des groupes de travail d'élaborer les normes nécessaires

Adoption d'un plan d'action pour l'élaboration de normes sur la chaîne de valeur des TIC



Au cours du premier trimestre 2021, une réunion du Comité technique d'harmonisation (CTH) 9 nouvellement créé en charge des normes relatives aux Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) s'est réunie dans le cadre du WACOMP, avec l'appui de l'ONUDI pour discuter des travaux à effectuer sur cette chaîne de valeur spécifique. À l'ouverture de la réunion, la Commission de la CEDEAO a rappelé que la chaîne de valeur des TIC agira tel un catalyseur pour soutenir les trois chaînes de valeur régionales sélectionnées (manioc, mangue et textile et vêtements) pour favoriser l'industrialisation de la région. A ce titre, les normes à développer sur les TIC seront particulièrement importantes pour atteindre les résultats attendus du Programme dans la région. Compte tenu de cette déclaration, les 9 membres du CTH ont convenu de travailler sur le développement et l'harmonisation de 10 normes dans le domaine des TIC.

Après la présentation de la liste des normes proposées et suite aux échanges, les membres du CTH 9 se sont mis d'accord sur la dénomination de titres révisés, en tenant compte des standards internationaux existants. En effet, parmi ces 10 normes, 4 d'entre elles sont déjà mises à disposition au niveau international par l'Organisation Internationale de Normalisation (ISO) et la Commission Electrotechnique Internationale (CEI) qui est l'organisme international de normalisation et d'évaluation de la conformité pour tous les domaines de l'électrotechnique.

Afin d'atteindre leurs objectifs en termes d'élaboration et d'harmonisation des normes, les membres du CTH 9 se sont mis d'accord sur la mise en place de quatre groupes de travail. Le premier sera axé sur la sécurité de l'information, le second sur la protection des données personnelles, le troisième sur les télécommunications tandis que le quatrième travaillera sur les transactions en matière de commerce électronique.

Atelier régional d'ECOREG pour l'harmonisation des réglementations techniques



Le Programme pour la Compétitivité de l'Afrique de l'Ouest (WACOMP) a mené une étude afin d'identifier les besoins de renforcement des infrastructures de qualité, à l'appui des chaînes de valeur régionales sélectionnées : mangue, manioc et produits dérivés, textiles et habillement, et technologies de l'information et de la communication. L'étude a identifié une série de besoins prioritaires en matière de réglementation technique. Parmi eux, 14 ont été sélectionnés pour l'élaboration et l'harmonisation par Ecoreg - le Comité communautaire de la CEDEAO pour les réglementations techniques.

Ainsi, les membres de l'ECOREG se sont réunis le 29 mars 2021 pour examiner les sujets de règlements techniques proposés. Ils ont convenu de mettre en place un groupe de travail pour chacune des chaînes de valeur sélectionnées et solliciter un appui du WACOMP. Après discussion, le WACOMP a accepté de fournir une expertise juridique et un appui logistique afin de leur permettre d'accomplir leurs missions.

449 entrepreneurs ouest-africains formés aux principes de la création d'entreprise



449 entrepreneurs ouest-africains potentiels et existants ont participé à plusieurs sessions de formation "Gérer Mieux Votre entreprise" (GERME) " au cours du premier trimestre de l'année. Mises en œuvre par des organisations partenaires dans chaque pays, sous la supervision de l'ONUDI et du Centre International de Formation de l'OIT (CIF-OIT) dans le cadre du WACOMP, les formations visaient à présenter aux entrepreneurs les meilleures pratiques en matière de création et de gestion d'entreprises. Les formations ont également été la dernière étape du processus de certification des formateurs nationaux selon la méthodologie GERME du CIF-ILO - un processus long et complexe qui a commencé en fin 2020. Après avoir animé toutes les sessions de formation, 30 formateurs de la région CEDEAO et de la Mauritanie ont été dûment certifiés.

Les sessions ont porté sur des domaines tels que la génération d'idées d'entreprises, le démarrage d'une entreprise, le marketing, le personnel et la productivité, ainsi que la planification et l'établissement des coûts. À l'issue de la formation, les entrepreneurs ont reconnu qu'ils avaient beaucoup appris sur l'entrepreneuriat et les lois en vigueur dans leur domaine d'activité. Un des bénéficiaires a souligné que "la formation m'a vraiment ouvert les yeux sur l'importance de développer un plan d'affaires efficace. Je peux maintenant revoir mon concept d'entreprise, la gestion du personnel ou intégrer une approche marketing ". Les participants ont également souhaité être soutenus tout au long du processus de création et de gestion d'entreprises et de formation pour améliorer la performance et la croissance des entreprises dans leur pays.

Les institutions nationales de formation ont rassuré les partenaires de WACOMP que les compétences acquises seront utilisées dans le mentorat et le renforcement des capacités des entrepreneurs basés en Afrique de l'Ouest. Pour sa part, l'ONUDI a réaffirmé sa pleine détermination à soutenir les entrepreneurs dans la mise en œuvre du WACOMP, à développer des partenariats et à poursuivre les échanges au-delà du Programme.



COMMUNICATION ET VISIBILITÉ

Coordonner les actions pour une meilleure communication et visibilité de la WACOMP



Le groupe de communication conjoint de WACOMP s'est réuni au premier trimestre de 2021 pour évaluer la mise en œuvre de la stratégie d'information et de communication du programme, discuter des progrès réalisés dans la rédaction des bulletins d'information de WACOMP et donner suite aux recommandations formulées en matière de communication et de visibilité.

Les outils de communication régulièrement mis à jour visent à mieux faire connaître le mandat du programme, à rendre visibles les réalisations et à faciliter la coopération entre les parties prenantes.

Suite à la mise en œuvre des recommandations du document de stratégie, la page Twitter du programme a augmenté de 12%, les abonnés de la newsletter et de la page LinkedIn ont augmenté respectivement de 47% et de 10%. En utilisant efficacement ces canaux de communication, les activités du programme, tant au niveau régional que national, ont été rapportées dans de nombreux médias nationaux et internationaux.

COMPOSANTES NATIONALES



GHANA

Préparation des bonnes pratiques agricoles et de fabrication du manioc

Le manioc est une culture industrielle en plein essor sur les marchés émergents. En raison de ce potentiel, le Ghana a la possibilité de transformer le secteur du manioc en une grande entreprise économique et en un produit de type industriel. Cependant, la croissance du secteur est limitée par la faible productivité agricole et la mauvaise mise en œuvre de bonnes pratiques agricoles, ce qui l'empêche d'améliorer l'économie du Ghana ou les moyens de subsistance de nombreux Ghanéens qui dépendent directement ou indirectement de la culture.

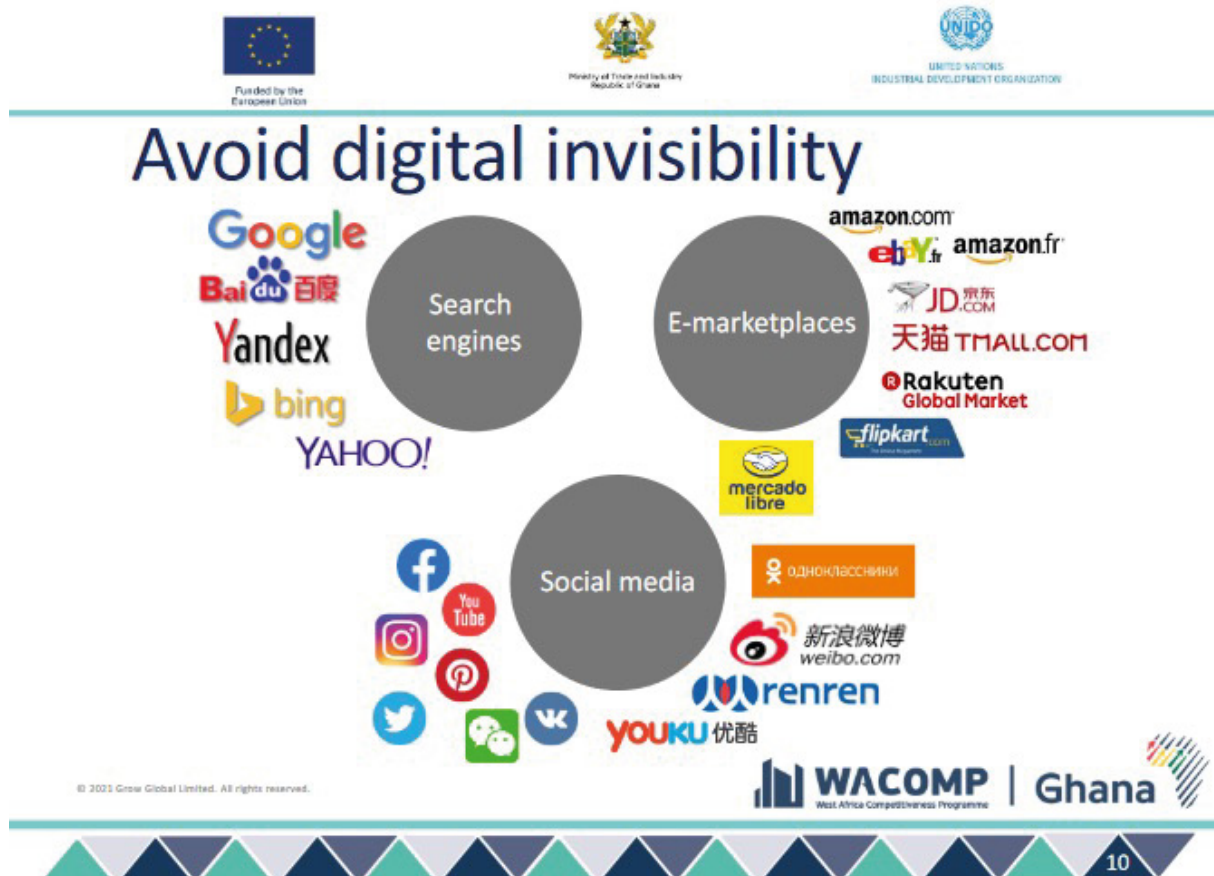
Comme pour toute autre culture, la productivité optimale du manioc nécessite une mise en œuvre rapide et compétente des bonnes pratiques agricoles (BPA). La plupart des études menées par la composante ghanéenne de WACOMP ont identifié plusieurs lacunes dans les connaissances et les capacités des producteurs et des transformateurs du manioc.

Les défis majeurs sont la disponibilité et l'accessibilité limitées de matériel végétal propre et sain, l'incidence des ravageurs et des maladies, la baisse de la fertilité des sols, la non-adoption de bonnes pratiques de production par les agriculteurs et une valeur ajoutée limitée.

Ces mauvaises pratiques sont liées à une mauvaise sélection et à la préparation du matériel végétal, à la préparation du sol et à des facteurs environnementaux, dont le changement climatique. Ces défis ont tendance à affecter la compétitivité de la chaîne de valeur, aussi bien la qualité de la matière première que l'efficacité et la productivité des transformateurs du manioc.

Le programme WACOMP a donc développé un manuel de formation en huit modules qui guidera les agriculteurs et les producteurs primaires dans les BPA pour augmenter et améliorer leur productivité et la quantité et le volume de manioc pour la transformation et la création de valeur. Le manuel est disponible à : <https://bit.ly/3bfEAdJ>.

E-commerce : Master Class sur le SEO et plateformes de vente en ligne Bonus Master Class



En février de cette année, WACOMP a institué une master class avancée de marketing électronique pour un éventail de petites et moyennes entreprises ghanéennes et d'associations faitières. Les sessions de formation ont porté sur l'Optimisation des Moteurs de Recherche (SEO) et le développement des affaires sur les marchés en ligne.

Les participants ont été initiés à l'utilisation de l'optimisation des moteurs de recherche, à la gestion des plateformes de marchés en ligne, à la configuration et à l'optimisation des listes des marchés électroniques et à tirer parti des opportunités sur les marchés locaux et mondiaux pour atteindre des millions de clients.

Selon Emarketer, les marchés en ligne représentent plus de 50% de toutes les ventes d'entreprises aux consommateurs (B2C) dans le monde entier. Il est donc essentiel que les PME élaborent une stratégie de marketing et réfléchissent à la façon dont elle influencera leur marge bénéficiaire.

Points importants à retenir

- SEO est meilleur que le PPC pour générer des ventes ;
- Éviter l'invisibilité numérique ;
- Des millions de clients sont en ligne ;
- Vous n'avez pas à battre Google, vous n'avez qu'à battre vos concurrents.

Des Petites et Moyennes Entreprises (PME) ghanéennes formées à l'e-finance



WACOMP Ghana a développé une formation en e-finance et créé une plateforme de formation pour renforcer la capacité en gestion financière des PME opérant dans les secteurs des cosmétiques, des fruits et du manioc.

À cet effet, WACOMP Ghana a initié en mars de cette année, une formation de six semaines sur le e-finance, en collaboration avec le Conseil National des Petites Entreprises. Le cours devrait permettre aux PME de maîtriser les différentes facettes de la finance afin d'accroître leur compétitivité. Saluant le soutien de WACOMP à la compétitivité des PME ghanéennes, le Conseil national pour les petites entreprises a déclaré que la formation était la bienvenue : " Ce programme de renforcement des capacités est crucial, aussi bien pour aider les petites entreprises à surmonter les défis causés par la crise de la COVID-19, mais aussi pour s'assurer qu'elles tirent le meilleur parti des possibilités économiques de la Zone de libre-échange continentale africaine."

Pour sa part, le formateur principal de l' ONUDI a souligné que la compréhension des coûts des produits et des différents aspects des finances d'une entreprise est essentielle à sa réussite : " Le manque de compétences en matière de gestion stratégique des coûts et de planification peut contribuer à l'échec des PME, tandis qu'une gestion structurée des coûts peut renforcer la compétitivité et accroître les bénéfices.

Dans un sondage réalisé lors d'une des sessions, 82% des PME ont indiqué qu'elles n'avaient pas établi de budget de fonctionnement ; 88% ont estimé que leur incapacité à établir un budget affectait leur entreprise, tandis que 76% ont admis que s'ils élaboraient un budget, ils pourraient contrôler leurs finances et mieux les gérer.

Atelier de partage des études d'identification d'opportunités pour l'exportation de l'ananas guinéen sur les marchés régionaux et internationaux (Europe, Maroc, Mali, Gambie, Sénégal)



GUINÉE

La filière guinéenne ananas se prépare à entrer sur de nouveaux marchés

En janvier, l'ONUDI - en collaboration avec Enabel et le Centre du Commerce International (CCI) - a organisé un atelier pour examiner les données et les conclusions sur les opportunités d'exportation dans la filière ananas afin d'assurer une mise en œuvre réussie du WACOMP en Guinée. Au cours de l'atelier, l'CCI a présenté les résultats d'études approfondies sur les marchés à fort potentiel d'exportation de l'ananas guinéen, tels que l'Union européenne, le Maroc, le Mali et la Gambie.

Cet atelier fait partie intégrante du "Projet Entreprena", qui développe une stratégie d'exportation ciblée pour le Sénégal. Le projet vise à accroître la coopération au sein de la filière ananas et à assurer une plus grande synergie entre les interventions. Une étude sectorielle a identifié une série de facteurs primaires pour améliorer le rendement des exportations. Il s'agit notamment d'augmenter le volume de la production d'ananas pour assurer un approvisionnement stable sur les marchés d'exportation, d'améliorer les emballages destinés à l'exportation, de respecter les normes de qualité requises, d'introduire des modes de transport appropriés tels que les camions frigorifiques, et assurer des processus d'exportation fluide par voie aérienne pour les produits de qualité supérieure.

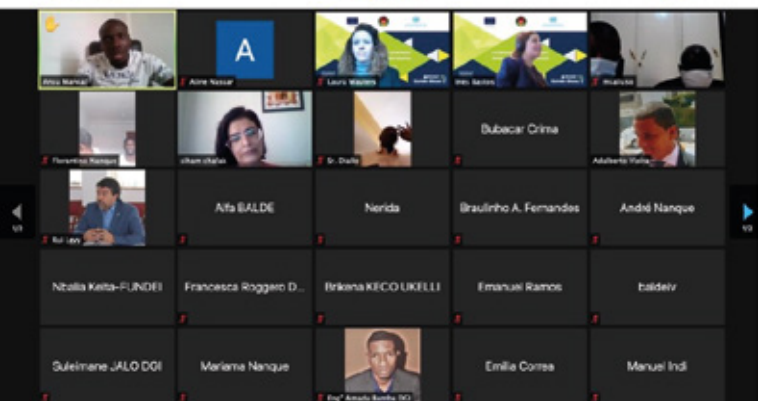
L'atelier a également abordé la question du transport des principales variétés locales d'ananas vers de nouveaux marchés cibles, notamment le Maroc et la France. Pour poursuivre les études de commercialisation en cours de préparation, les représentants des Micro, Petites et Moyennes Entreprises (MPME) ont accepté d'envoyer des échantillons d'ananas pour faire évaluer les propriétés sensorielles de la variété "Baronne de Rothschild" dans des laboratoires de pointe et d'organiser des séances de dégustation avec le soutien de distributeurs étrangers.



GUINÉE -BISSAU



Funded by the
European Union



Webinaire sur les opportunités et défis de la filière mangue de Guinée-Bissau

Dans le cadre du programme de renforcement des capacités des opérateurs de la filière mangue de Guinée-Bissau dans le cadre du WACOMP, l'ONUDI a mandaté COLEACP pour organiser des ateliers sur les défis des marchés d'exportation.

En janvier de cette année, un webinaire a été organisé pour présenter les opportunités et défis de la filière, le rôle des opérateurs du secteur et l'importance de la qualité des produits.

Les entreprises bissau-guinéennes initiées aux principes d'accès aux marchés

L'accès au marché est l'essence de la stratégie d'exportation d'une entreprise. Il s'agit de déterminer la capacité à présenter un produit viable, sûr et répondant aux besoins des consommateurs.

En mars de cette année, l'ONUDI a organisé un séminaire de deux jours pour sensibiliser un éventail de micro, petites et moyennes entreprises intéressées par l'exportation sur la manière de relever les défis de l'accès aux marchés et de formuler une stratégie d'accès aux marchés

La formation s'est terminée par un exercice d'exploration, d'identification et de sélection de marchés potentiels.

Le WACOMP travaille sur la définition du statut de l'entrepreneur

En appui aux efforts de formalisation des activités économiques des jeunes en Guinée Bissau, WACOMP a organisé une rencontre pour relancer la question du statut entrepreneurial.

Étaient présents à cette rencontre décisive les Directeurs généraux de l'économie, de la promotion des Investissements et du Centre de formalisation des entreprises, des représentants de la Chambre de commerce, de l'Association des banques nationales et de l'Association nationale des jeunes entrepreneurs.

Cette rencontre décisive visait à offrir aux entrepreneurs un statut juridique plus adapté leur permettant de démarrer leurs activités et leurs premiers investissements, en favorisant la formalisation et l'entrepreneuriat.

Une série d'actions a été définie pour promouvoir un partenariat public-privé efficace, à savoir la définition du statut entrepreneurial et le modèle de mise en œuvre. Une fois le modèle défini, un pilote sera mis en place pour tester les procédures, les services fournis et apporter les corrections nécessaires. A la suite de la signature des contrats de services, une stratégie de communication sera mise en place pour sensibiliser les publics cibles.

Les acteurs de WACOMP sensibilisés sur les connaissances de la salubrité des aliments

L'ONUDI a organisé une formation sur la sécurité sanitaire des aliments à l'intention de toutes les composantes nationales de WACOMP qu'elle appuie. Réunissant une soixantaine de participants de neuf pays de la région, la formation a porté sur le système d'analyse des risques et de maîtrise des points critiques (HACCP) et la norme ISO 22000 pour la gestion de la sécurité sanitaire des aliments.

Ces formations visent à renforcer les capacités des techniciens en charge des activités d'évaluation de la conformité dans les domaines de l'assurance et de la gestion de la sécurité alimentaire et des responsables de la sécurité alimentaire et de la qualité des entreprises de référence.

À ce jour, WACOMP a organisé 14 sessions de formation sur les différents segments de la chaîne de valeur de la mangue. En raison de leur succès, ces formations seront harmonisées par l'ONUDI et seront dispensées à toutes les composantes nationales du Programme.



Financé par
l'Union Européenne



Mis en œuvre par





SIERRA LEONE

Les PME sierra-léonaises participent à un camp d'entraînement pour accéder aux opportunités de financement

WACOMP a organisé un camp d'entraînement pour renforcer les capacités des agro-industries dans les filières cacao, manioc et huile de palme.

Sous la direction de conseillers financiers locaux de l'ITC, les participants au camp d'entraînement se sont focalisés sur les principes fondamentaux du financement des entreprises, y compris la planification et la gestion financières, ainsi que l'élaboration de plans d'affaires et le coût des produits.

"La formation m'a permis d'acquérir d'amples connaissances sur la planification des activités entourant la chaîne de valeur, de faire une analyse SWOT, de comprendre les questions de conformité juridique et, surtout, de faire le suivi de mes dépenses par rapport à mon revenu", a déclaré Fatmatta Kallon, une agroentrepreneure.

Au dernier jour, les participants ont travaillé avec les mentors pour élaborer et s'entendre sur des plans d'action propres à l'entreprise et un calendrier pour les activités futures. Les stratégies ont fourni aux agripreneurs un plan d'action stratégique à mettre en œuvre dans leur entreprise au cours des prochains mois et les ont préparés à attirer des investisseurs et à accéder au financement.

Le camp d'entraînement est la première de plusieurs activités prévues par l'ITC pour renforcer le potentiel des PME en Sierra Leone. Un autre sera organisé à l'intention des PME d'autres districts de la Sierra Leone. Les prochaines sessions comprendront l'utilisation d'outils de diagnostic financiers et non financiers, la création de liens entre les PME et les fournisseurs de capitaux, ainsi que la mise en œuvre de plans d'affaires.

L'ONUDI renforce la conformité commerciale de la Sierra Leone en créant la première Autorité Nationale de Notification



La création de l'Autorité Nationale de Notification (ANN) dans le pays réduira considérablement les risques auxquels les fabricants locaux sont confrontés lorsqu'ils exportent leurs produits et renforcera la compétitivité de l'économie dans le cadre du WACOMP.

Malgré l'interruption des échanges causée par la COVID-19, l'ONUDI Sierra Leone s'est associé au gouvernement pour soutenir les PME. "Nous soutenons fermement le gouvernement de la Sierra Leone dans son plan de relance économique, visant à mieux reconstruire et améliorer la compétitivité économique des PME," a déclaré Mme Mariatu Swaray, Représentante pays de l'ONUDI.

En vertu de l'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) de l'OMC, les membres de l'OMC se sont engagés à faire preuve de transparence. Dans le contexte de l'organisation, il s'agit des principes fondamentaux de clarté et d'information sur les politiques, les règles et les règlements commerciaux entre les membres. À cet effet, les membres sont tenus d'identifier une seule autorité du gouvernement central qui sera chargé de l'obligation de communication en vertu de l'Accord SPS.

Comme l'ont souligné les parties prenantes du Département du commerce extérieur du Ministère du commerce et de l'investissement en tant que membre de l'OMC, la Sierra Leone a des obligations envers l'organisation et ses partenaires commerciaux mondiaux et régionaux. Le renforcement des capacités sur les SPS et les obstacles techniques au commerce et la mise en place de l'ANN permettront au pays de se conformer aux protocoles commerciaux internationaux et de devenir une destination commerciale compétitive.

En effet, "lorsque de tels systèmes de gouvernance commerciale sont en place et que des opportunités émergent d'autres marchés, cela offre la prévisibilité et la certitude aux investisseurs potentiels. La présence d'une ANN fonctionnelle et opérationnelle ajoute de la crédibilité au pays et au travail que nous faisons."

Au fil des ans, l'absence d'une ANN dans le pays a eu un impact direct sur les coûts de mise en conformité des exportateurs et leur capacité à exploiter les opportunités commerciales. En effet, il n'y avait pas de point de contact national pour traiter des questions sur les barrières techniques aux échanges. L'ANN facilitera le commerce et réduira les perturbations dans les échanges, mais également renforcera la responsabilité et la réactivité du système de réglementation national. Le lancement officiel du secrétariat de l'ANN sera annoncé par le Ministère du Commerce et de l'Industrie.

Partenaires



Créée le 28 mai 1975 par le traité de Lagos, la CEDEAO est un groupe régional de 15 membres ayant pour mandat de promouvoir l'intégration économique dans tous les domaines d'activité des pays constitutifs. Considérée comme l'un des piliers de la Communauté Economique Africaine, la CEDEAO a été créée pour favoriser l'idéal d'autosuffisance collective de ses États membres. En tant que syndicat, il vise également à créer un seul grand bloc commercial grâce à la coopération économique. Les pays membres qui composent la CEDEAO sont le Bénin, le Burkina Faso, le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Libéria, le Mali, le Niger, le Nigéria, la Sierra Leone, le Sénégal et le Togo



L'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) est une organisation ouest-africaine créée le 10 janvier 1994, dont la mission est de réaliser l'intégration économique des États membres, en renforçant la compétitivité des activités économiques dans la région ouest-africaine. Les pays membres composant l'UEMOA sont: le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo



European Union

Les États membres de l'Union européenne ont décidé de mettre en commun leur savoir-faire, leurs ressources et destins. Ensemble, ils ont construit une zone de stabilité, de démocratie et de développement durable tout en préservant la diversité culturelle, la tolérance et les libertés individuelles. L'Union européenne s'est engagée à partager ses réalisations et ses valeurs avec les pays et les peuples au-delà de ses frontières



L'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI) est l'institution spécialisée des Nations Unies qui promeut le développement industriel pour la réduction de la pauvreté, la mondialisation inclusive et la durabilité de l'environnement (ISID). Le mandat de l'ONUDI est de promouvoir et d'accélérer le développement industriel durable dans les pays en développement et les économies en transition.



International
Trade
Centre

Le Centre du Commerce International (CCI) est l'agence conjointe des Nations Unies et de l'Organisation mondiale du commerce. Le CCI aide les petites et moyennes entreprises des économies en développement et émergentes à être plus compétitives sur les marchés mondiaux.

ECOWAS Commission, 101 Yakubu Gowon Crescent, Asokoro District, PMB 401, Abuja, NIGERIA

Commission de l'UEMOA 380, Avenue Professeur Joseph KI-ZERBO 01 BP 543 Ouagadougou Burkina Faso, commission@uemoa.int

Delegation of the European Union to Nigeria and ECOWAS

Europe House, European Union Crescent, Off Constitution Avenue, Central Business District. P. O. Box 280 Garki, Abuja, NIGERIA

Street address: ITC, 54-56, rue de Montbrillant, 1202 Geneva, Switzerland Postal address: ITC, Palais des Nations, 1211 Geneva 10, Switzerland Internet: www.intracen.org/WACOMP

UNIDO Address: Vienna International Centre Wagramerstr. 5. P.O. Box 300 A-1400 Vienna Austria. Tel: +43 (1) 26026-0, Fax: +43 (1) 2692669

E: info-wacomp.int

I: www.wacomp.ecowas.int